Roubaix : « le laboratoire de l’après France » pour le SIEL

06/07/2015 à 0h05

Les déçus du sarkozysme, des jeunes du syndicat étudiant UNI, des proches de la Droite populaire, des militants de la Manif pour tous… Voilà où va chasser le SIEL.



Nano-parti politique fondé en 2012, il joue la complémentarité avec son grand voisin dirigé par Marine Le Pen. D’ailleurs, certains de ses cadres ont la double carte, comme Yann Phelippeau, qui était cinquième sur la liste de Jean-Pierre Legrand aux municipales à Roubaix. Mais il y a une différence : quand le FN recrute aussi à gauche, le SIEL se situe bien à droite.

Ses valeurs sont données dans son acronyme : souveraineté (le destin de la France ne se joue pas à Bruxelles), **identité (le communautarisme et l’implantation de la religion musulmane bousculent « le modèle anthropologique national** »), liberté (d’entreprendre et d’expression). Et pour exister localement, le mouvement se dote de têtes de pont dont Clotilde Libert sur

le littoral et Yann Phelippeau dans la métropole.

Le SIEL aurait pu choisir Lille pour les installer. Mais c'est sur Roubaix que Karim Ouchkih a porté son dévolu. Parce que, explique-t-il, la ville est *« le laboratoire de l'après France »*, la cité symbole de ce que pourrait devenir le pays s'il continuait à connaître *« le changement de peuple »*, tel que le définit le président du SIEL. En gros si les valeurs judéo-chrétiennes disparaissaient au profit d'une civilisation musulmane.

Pour y remédier, ***« il faut arrêter l'immigration sous toutes ses formes, y compris légales****, et qu'on ait clairement avec nos compatriotes de confession musulmane une grande explication nationale ». Il faudrait que les institutions musulmanes « acceptent le cadre français qui est le nôtre. C'est un rapport de force à proposer, avec un moratoire sur les constructions de mosquées et l'interdiction d'imams désignés depuis l'étranger, avec aussi la fermeture des mosquées qui incitent au départ pour le djihad. Les musulmans devraient accepter des standards comme l'interdiction du voile. »*

Source